

Le député d'Oshawa-Whitby nous a proposé une approche s'appuyant sur une base philosophique plus large. Qu'il ne s'étonne pas si je ne partage pas avec lui cette perspective philosophique.

M. Stevens: Vous êtes deux socialistes.

M. Macdonald (Rosedale): Je ne suis pas d'accord avec lui lorsqu'il dit que le libre marché n'assure pas une répartition équitable de la richesse au sein de notre société et qu'une politique nationale des revenus servirait beaucoup mieux les intérêts des Canadiens. Je respecte son opinion même si elle diffère de la mienne, mais je reste en désaccord avec lui. C'est lui-même qui insistait dès la mise en œuvre du programme pour qu'on n'aille pas à l'encontre du principe de la négociation collective. Il nous a dit cet après-midi que lui et son parti préconisaient une bureaucratie centralisée à Ottawa qui établirait une politique nationale des revenus pour les Canadiens. Que fait-il de la liberté de la négociation collective dont il a tant parlé? Qu'en est-il du livre choix des syndicats et des sections de négocier les niveaux de revenu de leurs membres?

Le député a dit que le Canada devrait être doté d'un bon organisme central de planification. L'idée n'est pas nouvelle de la part du député et de ses collègues. Je ne l'accepte pas. Vraiment, il peut bien citer l'exemple de la Suède; cependant, en régime fédéral, quel rôle les gouvernements provinciaux pourront-ils jouer à l'intérieur d'un organisme central de planification installé ici à Ottawa et entre les mains de la bureaucratie fédérale? Je n'accepte pas cette approche à l'égard de la période de l'après-contrôle. C'est une approche socialiste que je n'accepte pas.

Je n'accepte pas non plus l'idée du chef de l'opposition et de ses collègues de mettre fin au programme actuel de contrôles. Ce programme reçoit l'appui général de la population du Canada. Sur la foi des chiffres que j'ai cités, il appert que ce programme a beaucoup contribué à réduire l'inflation. Ils veulent remplacer le système actuel par quelque système vague et flou de contrôle pendant six ou dix mois, qui pourrait ne pas être établi par une mesure législative. Je tiens à dire aux députés qu'ils doivent refuser cette invitation, et je compte bien que lundi soir, ils se prononceront tout comme moi contre cette proposition.

L'Orateur suppléant (M. Ethier): Le député de Halifax (M. Stanfield).

Des voix: Bravo!

M. McKenzie: Nous allons maintenant entendre la vérité.

L'hon. Robert L. Stanfield (Halifax): En partie, tout au moins.

Monsieur l'Orateur, j'ai écouté cet après-midi et ce soir le ministre défendre les contrôles imposés aux revenus et aux prix, puis j'ai comparé ses propos avec ce qu'il disait en 1973 et en 1974, de même qu'avec les paroles qu'a prononcées son chef, et alors une vieille expression plutôt grossière m'est venue à l'esprit mais je ne l'utiliserai pas.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Allez-y de grâce.

Anti-inflation—Loi

M. Stanfield: Je me contenterai de dire qu'il n'y a pas plus zélé qu'un nouveau converti. Le ministre et toute sa bande s'opposaient féroce à une réglementation même à court terme. Après l'avoir entendu ce soir, il est tout à fait évident qu'il serait en faveur d'une réglementation même à très long terme.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: Avant d'interrompre l'entretien du ministre avec son secrétaire parlementaire, j'aimerais revenir brièvement sur certains propos tenus cet après-midi par le chef du Nouveau parti démocratique (M. Broadbent). Il a dit que le premier ministre (M. Trudeau) avait mis en application le programme que j'avais préconisé en 1974. Je voudrais tout simplement préciser très clairement que ce n'est pas le cas.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: Ce n'est pas le cas, particulièrement en ce qui concerne la durée du programme. Le chef du Nouveau parti démocratique a parlé de la justice approximative que comportait même un programme de contrôles à court terme, et je suis d'accord avec lui. Un programme de 18 à 20 mois est capable de causer beaucoup d'injustice. J'étais tout à fait persuadé que l'injustice inévitable qu'entraînerait ce genre de programme était encore préférable à la sorte d'iniquité que des millions de Canadiens avaient à subir tous les jours à cause de l'inflation galopante.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: Autrement dit, l'inflation et le vol que représentait l'inflation en 1974 étaient encore plus injustes qu'un programme de contrôles à court terme.

Le chef du Nouveau parti démocratique a aussi parlé de planification. Je ne partage pas sa confiance dans la sagesse des planificateurs du gouvernement.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: Il a parlé de la Suède et de l'Allemagne de l'Ouest. Il peut bien y avoir des choses à apprendre d'elles. En comparant ce qui s'est passé dans ces pays et ce qui s'est passé et pourrait arriver ici, il est important de se souvenir de quelque chose que le chef du Nouveau parti démocratique n'a pas mentionné, et c'est l'énorme différence qui existe entre l'organisation des ouvriers et l'organisation des affaires en Suède et en Allemagne de l'Ouest par rapport au Canada. Dans ces pays, il est possible de planifier en indiquant ce que l'économie va probablement faire au cours de l'année et ce qui convient le plus. Ils ont tous les moyens disponibles, et ces moyens de décision comportent des engagements de la part des syndicats et des hommes d'affaires. Le ministre des Finances (M. Macdonald) a tourné autour de la question ici ce soir, et c'est la cause du problème. Il est très occupé à une conversation présentement.

M. Baker (Grenville-Carleton): Il s'en fiche.

M. Stanfield: Je suis certain qu'il s'agit d'une conversation très intéressante et très urgente.

M. Hnatyshyn: Il n'a pas de pâtée royale.